

Au Royaume-Uni, le Brexit déshabille le secteur de la mode

07/02/2021

Par [Richard Place](#) et [Chadi Romanos](#)

Le Brexit met la mode britannique en péril. C'est ce qu'affirment plus de 450 figures du secteur dans une lettre ouverte au gouvernement. Mannequins, stylistes, industriels... tous demandent à Boris Johnson d'agir en urgence pour les aider à relancer leur activité, déjà entamée par la crise sanitaire.



Magasins fermés (ici, à Regent Street, dans le centre de Londres), exportations taxées... Après la crise sanitaire, le secteur de la mode et du textile paie le prix fort du Brexit. • *Crédits : Tolga Akmen - AFP*

Boris Johnson en a fait le symbole d'une souveraineté retrouvée : le Royaume-Uni a pu "*reprendre le contrôle*" de ses eaux territoriales après sa sortie de l'Union européenne, pour le grand bénéfice, assure le Premier ministre, des pêcheurs britanniques. Mais pour d'autres, le Brexit a un coût, qui pourrait peser lourdement sur l'économie du royaume.

"L'industrie de la pêche représente un trentième de l'industrie de la mode et du textile pour l'économie britannique", rappelle Tamara Cincik, qui signe [une lettre ouverte au gouvernement](#). La PDG et fondatrice du think tank sur la mode Fashion Roundtable assure que son secteur apporte "[35 milliards de livres](#) [40 milliards d'euros] de contribution au PIB" (en 2019). Une part majeure de la richesse nationale, notent les signataires du message à Boris Johnson :

« La mode et l'habillement, c'est davantage que la pêche, la musique, le cinéma, l'industrie pharmaceutique et l'automobile réunis. »

Or pour ces professionnels de la mode et du textile, l'Europe est le principal débouché. Et désormais, leurs produits sont plus chers pour les clients du continent. Souvent, d'ailleurs, ces derniers le découvrent au moment de la livraison, et retournent leur commande. 30 % des achats en ligne auraient ainsi été annulés depuis le début de l'année. Au risque, et c'est plus grave, que soit entamée la relation de confiance entre fournisseur et client, déplore Tamara Cincik, ce qui est *"problématique non seulement pour un client britannique qui achète des produits de l'UE, mais aussi pour un client de l'UE qui achète des produits britanniques"*.

Un coût inévitable

"La TVA dans les deux sens, les frais de douane dans les deux sens, la bureaucratie dans les deux sens... Ce sont des poids importants que les sociétés européennes et britanniques devront porter et, à un moment donné, vont sûrement essayer de transférer à leurs clients. Donc, il y aura un coût pour le textile", confirme Paul Alger, directeur international de l'UK Fashion and Textile association, une organisation nationale à but non lucratif pour promouvoir le secteur de la mode et du textile britannique.

Le gouvernement a essayé de minimiser ce coût, mais ce coût est bien là, il est réel, il est incontournable.

Pour toutes *"les petites entreprises [elles sont près de 52 000, ndlr] qui n'ont pas les moyens de payer ces frais supplémentaires et les frais de bureaucratie", le coup est dur. Il l'est d'autant plus que, depuis le printemps dernier, la fermeture des magasins au Royaume-Uni a largement entamé la demande intérieure. "[176 718 emplois ont été perdus](#) [l'année dernière]", précisent les professionnels de la mode et du textile, qui réclament un accord de libre circulation réciproque avec l'Europe, des allègements fiscaux et un [soutien financier](#). Le sort de près de [900 000 salariés](#) en dépend.*

Ce qui impliquerait, de la part du gouvernement, une brutale marche arrière. Car depuis le référendum sur la sortie de l'Union européenne, en 2016, la sortie du marché unique était dans le viseur. Certains, dans le secteur de la mode notamment, ne s'y étaient pas trompés. En 2019, la créatrice de mode Katharine Hamnett [alertait déjà sur le risques pour son activité](#), avec un slogan : "*Fashion Hates Brexit.*"

Mais si Londres "*a cherché à minimiser le résultat concret du Brexit sur les exportations et les importations*", reconnaît Paul Alger, "*les hommes et les femmes d'affaires en Grande-Bretagne et ailleurs ne se sont pas suffisamment préparés pour ce changement*".

Tamara Cincik déplore de n'avoir dans son pays que "*des politiques centrés sur le Royaume-Uni*". "*Ça doit changer*", estime la signataire de la lettre à Boris Johnson. De son côté, Paul Alger, dont l'organisation n'a pas signé l'appel du secteur de la mode et du textile au gouvernement, est plus pragmatique :

« Le libre-échange de produits n'existe plus. On va devoir accepter cette nouvelle situation et s'y adapter. »

Richard Place et Chadi Romanos